



## Le gouvernement trahit l'école publique

Rappelons-nous qu'à la rentrée scolaire en août dernier, le ministre Bernard Drainville affirmait avec conviction, à l'émission *Mordus de politique*, qu'il n'y avait aucune inquiétude à avoir à propos d'éventuelles compressions budgétaires dans le réseau scolaire, pour combler le déficit de son gouvernement, et « qu'il n'était pas question d'austérité », puisque la CAQ avait trop investi pour corriger les erreurs du passé ! Alors que l'année achève, le constat démontre que le gouvernement a fait plusieurs choix contradictoires à ses fières déclarations publiques et que l'ensemble de ses décisions n'ont pas fini d'entraîner des conséquences profondes et coûteuses, tant sur le plan humain que financier, pour nos milieux de travail. Malheureusement.

Les révélations de Zacharie Goudreault dans *Le Devoir* ne laissent place à aucun doute : le gouvernement du Québec trahit l'école publique. Depuis qu'il a suspendu la construction de nouvelles écoles, d'agrandissement et de rénovation d'établissements « jusqu'à nouvel ordre », il nous parle d'économies. Mais c'est un mensonge. Chaque projet reporté coûtera plus cher demain qu'aujourd'hui. L'inflation, la pénurie de main-d'œuvre, la hausse des matériaux : tout cela fera grimper la facture. Et pendant ce temps, le gouvernement gaspille des millions en solutions temporaires, en rénovations d'urgence et en logistique de crise. Ce n'est pas de la

Suite en page 4



## Bilan d'une année mouvementée, mais garante d'espoir

Édito du président

Chaque année scolaire apporte son lot de réflexions et de travaux, et je peux dire, une fois de plus, que l'année 2024-2025 a été tout sauf tranquille. Dès la rentrée, nous nous sommes rapidement attelés aux nombreux dossiers qui rythment une année syndicale bien remplie. Pendant ce temps, vous avez continué à accompagner avec dévouement les élèves vers la réussite éducative que nous nous sommes promise au Québec.

En septembre, nous avons lancé le bilan de la dernière négociation, auquel plusieurs d'entre vous ont participé. Cette démarche a mis en lumière à la fois les éléments positifs et les points à améliorer. Si l'entente conclue a octroyé certains gains, plusieurs enjeux importants demeurent. C'est pourquoi nous avons entrepris avec vous l'offensive professionnelle pilotée par les fédérations afin de faire avancer des dossiers que la négo n'a pas permis de régler : la violence envers le personnel, les incivilités, la place du cellulaire en classe, la composition de la classe ou encore la lourdeur de la tâche. Ce travail de fond, amorcé tôt dans l'année, s'est poursuivi sans relâche jusqu'à maintenant.

Parallèlement, le gouvernement a lancé une avalanche législative centralisatrice, avec les projets de loi n<sup>os</sup> 47, 89, 94 et 100. Ces projets, touchant nos conditions d'exercice et notre pouvoir de négocier, ont exigé une vigilance d'une intensité rare. Face à la complexité, mais surtout, à la multiplicité des annonces, nous avons décidé de produire une série de balados pour mieux vous informer et nous assurer de votre capacité à réagir. Les épisodes sont disponibles sur la plateforme Spotify ainsi que sur le site web du Syndicat.

Heureusement, l'année ne fut pas faite que de résistance. Nous avons eu le bonheur de célébrer l'engagement de nos

membres et des élèves lors de la remise des bourses du Fonds Robert-Ferland et du concours d'écriture *Ma plus belle histoire*, organisé par la FSE-CSQ. Deux événements annuels qui nous rappellent la créativité et la passion de nos membres de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et de la francisation.

En parlant de francisation, il est impossible de passer sous silence l'attaque que nos collègues ont subie cet automne, un véritable coup de massue. Le gouvernement a été incohérent avec cette décision, mais sachez que la reconnaissance du travail essentiel que vous effectuez ne peut être mise de côté. La Centrale, la FSE-CSQ et le Syndicat de Champlain continueront à défendre énergiquement votre rôle dans la société québécoise.

Cette année scolaire marque aussi la deuxième année du triennat entamé lors du précédent congrès. Les orientations prises ont, dès lors, guidé nos actions. Je suis fier du parcours accompli jusqu'à maintenant et confiant en la capacité de l'équipe du Syndicat de Champlain à poursuivre le travail avec la même rigueur. Ici, le mouvement syndical est bien vivant et engagé dans l'action grâce à vous.

Finalement, alors que les séances d'affectation battront bientôt leur plein, je vous rappelle que nos conseillères et conseillers en relations de travail sont à vos côtés pour vous accompagner durant cette période parfois complexe.

Comme il s'agit du dernier numéro du journal *Le Champlain* de l'année, je vous souhaite un été ressourçant, vous le méritez ! Rechargez-vous : nous nous retrouverons à la rentrée, prêts à poursuivre le travail ensemble dans une année de congrès. Bon été !

**Jean-François Guilbault**

Président du Syndicat de Champlain



### Tranche de vie d'une autre époque

À l'âge de 3 ans, je vivais mes premières manifestations syndicales juchée sur les épaules de mon père. Je scandais les slogans devant l'Assemblée nationale avant même de chanter mes premières comptines. Ce n'était pas exceptionnel : je suis simplement née dans un milieu imprégné de valeurs syndicales. Mes racines ne cherchaient pas l'eau, mais la justice sociale, la défense des droits des travailleurs et la solidarité. Encore aujourd'hui, il m'apparaît inconcevable qu'on puisse vivre en société et penser de façon individuelle.

### Et aujourd'hui ?

Alors que les syndicats de l'éducation jouent un rôle central dans les négociations et la défense des droits, un vent d'indifférence semble souffler très fort sur nos convictions les plus profondes pour laisser apparaître un désengagement de la relève envers le militantisme. Simple lassitude ou transformation des formes d'engagement ?

Plutôt que de multiplier les hypothèses, j'ai communiqué avec quelques jeunes de différents milieux.

### Le poids du quotidien

Un constat revient : la pandémie a laissé des traces. L'isolement, la surcharge émotionnelle et le chamboulement des repères semblent avoir freiné le développement d'un sentiment d'appartenance syndicale.

Audree, jeune enseignante, le résume franchement :

« Honnêtement, les jeunes sont peu politisés. Je n'en entends jamais parler. Mes collègues non plus. Les jeunes

connaissent très peu le sujet. Ça démontre un désintérêt, mais surtout un manque d'information. »

Ce témoignage, aussi lucide que préoccupant, soulève une question : comment éveiller l'intérêt syndical quand les bases mêmes de la conscience collective ne sont pas encore posées ? La surcharge professionnelle joue certainement un rôle dans ce phénomène.

Catherine, enseignante ayant œuvré au primaire comme au secondaire, nuance :

« Depuis nos dernières négociations qui ont été houleuses, j'ai réalisé à quel point le syndicat est essentiel. Dans un milieu où il est parfois difficile de nommer les problèmes ou d'obtenir du soutien, la présence d'un syndicat fort et accessible est plus que jamais nécessaire. »

Ce paradoxe est révélateur : l'importance du syndicat est reconnue, mais l'énergie pour s'y engager manque souvent. Lorsqu'on travaille auprès des jeunes ou moins jeunes, l'énergie est une ressource rare et précieuse. On doit donc faire des choix.

### Une perception à moderniser

Au-delà du manque de temps, une autre barrière semble freiner l'implication des jeunes : une méfiance à l'égard des structures syndicales traditionnelles. Laurence explique :

« J'ai côtoyé le syndicat surtout pendant les grosses négos avec le gouvernement. J'ai aimé leur approche à ce moment-là, mais parfois, je trouvais leur discours un peu rigide. Je comprends que ce genre d'organisation est nécessaire, mais c'est vrai que ça peut paraître lourd. »

Laurence exprime ce sentiment ambivalent que plusieurs partagent : reconnaître l'utilité du syndicat, tout en souhaitant une approche plus souple, plus humaine. Les structures syndicales doivent adapter leurs façons de faire pour répondre aux réalités d'une génération en quête de sens, de transparence et de dialogue. Et croyez-moi, c'est un défi quotidien que nous nous donnons.

La relève doit se renseigner et les syndicats doivent trouver la bonne voie de communication. C'est une responsabilité partagée.

### La recherche du bon médium pour communiquer

Juliette, pour sa part, se dit satisfaite de l'accompagnement qu'elle a reçu lorsqu'elle a interpellé son syndicat.

« Pour ma part, l'expérience a été incroyable. Mais il reste du travail à faire pour rejoindre les nouveaux employés. »

Nous multiplions les efforts : réseaux sociaux, balados, comité des jeunes, plateformes numériques, sondage en ligne... Malheureusement, une part importante de la relève demeure difficile à accrocher. La diversité des outils ne garantit pas leur efficacité. Il nous faut surtout repenser le contenu, le ton et la fréquence des communications.

Catherine soulève un autre point essentiel :

« J'ai l'impression que les nouveaux profs ne savent pas vraiment à quoi sert le syndicat. Quand et comment y avoir recours. »

Il ne suffit pas de parler, il faut aussi éduquer, expliquer, accompagner. La sensibilisation au rôle syndical doit commencer dès l'entrée dans la profession, voire pendant la formation initiale.

### Et maintenant ?

Avec le durcissement du ton du gouvernement envers les syndicats, la crainte de voir s'envoler certains droits pour la relève, nous inquiète profondément.

Malgré le silence ou le désintérêt apparent, il serait faux de croire que la relève est indifférente. Alexis, jeune suppléant, en témoigne :

« Le syndicalisme, pour moi, c'est vouloir améliorer nos conditions et se faire respecter. Il est important que les gens s'unissent pour protéger leurs droits. Je ne veux pas me faire marcher dessus ! »

N'oublions pas que la militance s'informe et s'exprime autrement. La militance n'a pas disparu. Elle a simplement changé de forme. Moins visible, plus individualisée parfois, mais toujours animée d'un désir profond de justice. Le défi, pour les organisations syndicales, est de rester à l'écoute, de s'adapter, de se moderniser, sans jamais perdre leur essence.

Un fait demeure : nous ne sommes pas les clients de notre syndicat. Nous en sommes les membres actifs. Et plus nous nous y investissons, plus nous en augmentons la force collective. Le syndicalisme sera à l'image de ce que nous choisirons d'en faire, ensemble.

**Sandra Boudreau**  
Coordonnatrice



# Objet : Armons-nous d'espoir et de persévérance !

Geneviève en lettre attachée

Dans un monde où l'instantanéité est devenue la norme, il est facile de perdre patience face aux obstacles ou de capituler par désillusion. Pourtant, une vérité intemporelle demeure : lorsque l'on persévère, cela finit toujours par porter ses fruits. La persévérance, cette capacité à continuer malgré les échecs, les doutes et les lenteurs, est souvent la clé du succès durable.

Alors que l'année achève et que le rythme effréné de la vie bat son plein, j'avais envie de vous livrer un message teinté d'optimisme. Parce que je refuse d'abandonner ce pour quoi je me lève le matin pour aller au travail. Parce que je poursuis la lutte contre les fléaux qui s'attaquent à nos professions et qui arrivent parfois à faire dévier notre attention sur les mauvaises cibles.

Dans le réseau scolaire québécois, la persévérance ne se limite pas aux élèves. Elle est portée, chaque jour, par des milliers de personnes engagées : enseignants, personnel de soutien, professionnels, directions, parents. Tous, à leur manière, contribuent à faire avancer l'éducation, même lorsque les conditions sont difficiles, même lorsque le découpage est guette.

Depuis plusieurs années, le système scolaire traverse des turbulences : surcharge de travail, pénurie de personnel, besoins croissants des élèves, manque de ressources. Ces réalités laissent des traces, des blessures parfois profondes. Pourtant, malgré tout, l'école tient bon. Elle continue d'accueillir, d'enseigner, d'accompagner, de croire en chaque élève. Et cela, c'est grâce à la persévérance de celles et ceux qui y œuvrent avec cœur.

Chaque geste compte : une explication répétée avec patience, un mot d'encouragement, une adaptation mise en place pour un élève en difficulté, une réunion de plus pour trouver des solutions. Ce sont ces efforts quotidiens, souvent invisibles, qui maintiennent vivante la mission éducative. Ils témoignent d'un profond engagement envers la réussite et le bien-être des jeunes.

En parallèle à votre tâche, vous avez effectué un travail de fond, cette année, en participant à documenter les enjeux de votre quotidien, afin de maintenir le cap sur les objectifs qui n'avaient pas été atteints lors des dernières rondes de négociations. Violence, surcharge, complexité accrue des besoins des élèves à satisfaire... Force est de constater que le réseau déraillé avance péniblement et que de grandes réflexions sur l'avenir de l'éducation doivent être amorcées, collectivement, puis menées à terme pour déterminer la voie de passage qui sortira l'Éducation de cette impasse. Cet exercice, qui est à nos portes, sollicitera notre temps, notre volonté et notre rigueur, même dans les temps plus difficiles.

Mais il faut aussi reconnaître que cette persévérance ne pourra reposer uniquement sur les épaules de quelques-uns. Elle devra être soutenue par une vision collective, par des décisions politiques courageuses, par un dialogue respectueux entre tous les acteurs du milieu. L'espoir, dans ce contexte donc, devient un moteur essentiel. Il permet de croire qu'un changement est possible, qu'un système plus humain, plus équitable et plus durable peut émerger.

La persévérance et l'espoir ne sont pas des naïvetés. Ce sont des choix. Choisir de croire en l'éducation comme levier de transformation sociale. Choisir de valoriser le travail de celles et ceux qui la font vivre et d'y veiller. Choisir de bâtir, ensemble, un avenir meilleur pour les générations à venir.

Bonne fin d'année à chacune et chacun d'entre vous.

**Geneviève Bourbeau**

Coordonnatrice



laPersonnelle

**Obtenez des tarifs de groupe avantageux  
en assurance auto, habitation et entreprise**



[En savoir plus](#)

## Le gouvernement trahit l'école publique (suite)

rigueur budgétaire, c'est de l'aveuglement.

Chaque jour de retard dans la construction d'une école est un jour de plus durant lequel des élèves apprennent et évoluent dans des locaux inadéquats, surpeuplés, parfois même insalubres. C'est un jour de plus pour des enseignants et du personnel de soutien à devoir composer avec des conditions de travail dégradées, affectant leur bien-être et leur capacité à œuvrer efficacement. C'est un jour de plus où l'on compromet la réussite scolaire de milliers d'enfants, où l'on alimente l'exode du personnel désillusionné.

L'un des constats les plus troublants soulevés par M. Goudreault est l'écart de coût entre la construction d'écoles publiques et privées. Alors que les écoles privées réussissent à bâtir plus rapidement et à un moindre coût, les écoles publiques sont engluées dans des processus bureaucratiques lourds, des appels d'offres complexes et des normes parfois contre-productives. Résultat : On parle d'un coût de construction aux alentours de 400 \$ du pied carré pour le privé, alors que celui du public s'élève à 1000 \$ du pied carré. C'est carrément outrageux. Cette disparité alimente une inégalité d'accès à des environnements d'apprentissage de qualité, accentuant la fracture sociale.

Mais qu'est-ce qui justifie que construire une école au Québec coûte si cher ? Sur-tout lorsque les faits prouvent qu'un projet

de construction d'école, partout ailleurs au Canada, est moins dispendieux et que « Construire pas cher [ici], ça se peut », tel que le journaliste Maxime Bergeron le démontre dans sa chronique écrite pour *La Presse*. Bref, le député Pascal Bérubé a largement critiqué le gouvernement en mentionnant que la saine gestion des fonds publics devrait aussi être requise pour tout projet de construction dans le secteur de l'éducation. À cela, la CAQ a répondu que les délais et la paperasse étaient responsables des frais exorbitants qui font exploser la facture. Étrange, n'est-ce pas ? Parce que la comparaison chiffrée avec le secteur d'éducation privée, démontre que beaucoup d'argent se perd ou se dépense ou gonfle les poches d'un tiers inutilement. « Si c'est l'État qui paie, on gonfle les prix ! » Comme le chroniqueur politique Antoine Robillard le faisait remarquer, ça rappelle les « Années Co » pour collusion, corruption, vécues pendant les années 2009 à 2012.

Ce vent d'exagération peut bien amener notre gouvernement à imposer une pause le temps de se recoiffer le toupet. Mais ne nous y trompons pas : ce gel n'est pas une fatalité, c'est un choix politique. Et ce choix envoie un message clair : l'éducation publique n'est pas une priorité. C'est inacceptable. Pour les CSS sur le territoire de Champlain, la mise sur pause des projets d'agrandissement et de construction d'école représenterait une économie fictive qui dépasse les 90 millions. Je suis curieuse de voir à combien s'élèveront ces

coûts de construction lorsque, comme l'a affirmé monsieur Drainville, « tous les projets sur pause [auront le feu vert pour être] menés à terme ».

Parce que tous les professionnels du secteur de la construction interrogés par Zacharie Goudreault l'ont affirmé : reporter la réalisation des projets d'agrandissement et de nouvelles écoles va coûter plus cher à Québec. De plus, ce n'est pas uniquement sur le réseau de l'éducation que les impacts de la mise en attente se font sentir. Ils affectent directement le quotidien des gens qui travaillent dans le secteur de la construction, en créant de l'instabilité et en fragilisant les entreprises qui doivent maintenir leur personnel en poste « au cas où » les chantiers reprendraient vie. À quel point la CAQ est-elle aveuglée par son besoin de se faire réélire, pour ne pas se rendre compte de la surchauffe qu'elle va engendrer quand elle signalera l'urgence de reprendre les projets de construction ! Comment le gouvernement s'y prend-il pour donner l'exemple sur la façon dont il faut prendre soin du bien-être de sa population (et de l'argent de ses contribuables) ?

En terminant, investir dans des écoles modernes, accessibles et humaines, ce n'est pas un luxe, c'est un devoir ! Et il est possible de le faire sans que ça ne coûte les yeux de la tête. C'est la base d'une société juste, forte et solidaire. Parce que l'éducation, ce n'est pas une dépense. C'est un engagement.

**Geneviève Bourbeau**  
Coordonnatrice

## N'oubliez pas vos rabais !

Le soleil est enfin arrivé, l'année scolaire tire à sa fin, les vacances sont à nos portes ! Pour vous permettre de profiter pleinement de la saison estivale, nous vous rappelons que des rabais exclusifs sont offerts aux membres du Syndicat de Champlain. Que ce soit pour une journée en famille dans les manèges à La Ronde ou bien à dévaler les glissades d'eau à Bromont, ces avantages (et bien d'autres encore) sont là pour vous !

Pour connaître les détails des rabais, les conditions d'utilisation et la marche à suivre pour en profiter, rendez-vous sur la [page des rabais des membres](#).

